

"A propos des Etats-Unis d'Europe" dans Süddeutsche Zeitung (16 novembre 1948)

Légende: Le 16 novembre 1948, le quotidien allemand Süddeutsche Zeitung relate et critique les débats du congrès organisé le 7 novembre à Rome par l'Union européenne des fédéralistes (UEF).

Source: Süddeutsche Zeitung. Münchner Neueste Nachrichten aus Politik, Kultur, Wirtschaft und Sport. Hrsg. FRIEDMANN, Werner; GOLDSCHAGG, Edmund; SCHÖNINGH, Dr. Franz Joseph; SCHWINGENSTEIN, August. 16.11.1948, n° 103; 4. Jg. München: Süddeutscher Verlag. "Um die Vereinigten Staaten von Europa", auteur:Schönigh, Franz Josef , p. 3.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/a_propos_des_etats_unis_d_europe_dans_suddeutsche_zeitung_16_novembre_1948-fr-83179e9c-15b2-4dc6-ac70-4fd7ceec4c4fc.html



Date de dernière mise à jour: 06/07/2016

À propos des Etats-Unis d'Europe

À propos du Congrès de l'«Union des Fédéralistes européens» à Rome

Franz Josef Schöningh

Lorsque le récent Congrès de l'«Union des Fédéralistes européens» a été ouvert au Palazzo Venezia à Rome devant des membres de treize États, personne n'était plus qualifié pour prendre la parole que le Président de la République italienne Luigi Einaudi qui, dès la Première Guerre mondiale, avait compris l'immense danger que représentait le principe des États nationaux souverains pour la petite et fragile Europe. Depuis, il n'a pas cessé d'attirer l'attention sur la nécessité d'une fédération européenne à laquelle chaque État céderait une partie de sa souveraineté, même si le fascisme l'a ensuite finalement contraint un moment au silence. Dans son discours au Palazzo Venezia, où il a mis en avant le § 11 de la nouvelle Constitution italienne qui ouvre déjà la porte à une telle Union européenne, Einaudi a une nouvelle fois exprimé les idées qu'il avait exposées il y a plus d'un an dans une allocution émouvante devant l'Assemblée constituante italienne et qui débouchent sur la question: l'Europe unie est-elle une utopie? Peut-être. Dans ce cas, il ne nous reste toutefois plus qu'à choisir entre l'utopie et la mort, entre l'utopie et la loi de la jungle.

Cette alternative rationnelle et stupéfiante caractérise aussi le danger qui menace un tel congrès: que l'élément utopique qui pousse à adopter des résolutions dans le vide et à prendre des décisions ne reposant pas sur une compétence réelle y devienne prépondérant. Dans un discours d'ouverture clair et qui fournissait une excellente analyse de la situation européenne, le président du Bureau exécutif, Henri Brugmans, professeur à Utrecht, qui s'est mis entièrement au service de l'idée paneuropéenne, a cité deux groupes comme les véritables porteurs de l'idée européenne: les «convaincus» et les responsables politiques qui, par réalisme, travaillent à une unification des États européens. Ces derniers ne peuvent certainement pas se passer des suggestions et de la motivation de ceux qui défendent les idées européennes avec une ferveur presque religieuse. En même temps, ces «convaincus» représentent toutefois un danger pour eux car, comme pour nos pères dans l'église Saint-Paul, leurs conceptions utopiques permettent à leurs opposants de discréditer également ce qui est réellement possible. Le Congrès de Rome l'a suffisamment montré, à telle enseigne que les membres «lucides» de la Commission politique qui, avec la Commission constitutive, était un organe véritablement important, avaient parfois du mal à faire triompher la devise qui devrait être le point de mire de tous les efforts paneuropéens: «Gardez les pieds sur terre!» Les résolutions qui, comme la politique agricole, se sont révélées être une somme de formules et de lieux communs montrent que toutes les commissions n'y sont pas parvenues. S'agit-il d'autre chose quand on demande que les agriculteurs restent fidèles à leur terre, à leurs coutumes et donc à l'Europe? Ou quand la résolution sur la représentation des jeunes attend tout le bien du monde de la formation d'un Conseil européen de la jeunesse? Peut-être le cadre de rêve qui avait quelque chose de vraiment irréel pour les représentants des pays du Nord y a-t-il été pour quelque chose. Il est possible que les pièces magnifiques du Palazzo Venezia, avec leurs trésors artistiques de choix, et la galerie ensoleillée au-dessus d'un jardin encore verdoyant sous un ciel bleu serein n'aient pas précisément été une invitation à la lucidité et à l'objectivité pour bon nombre de participants. Par conséquent, on a lourdement insisté sur le fait que ni le Plan Marshall (qui faisait justement l'objet d'une exposition dans les galeries Colonna) ni les unions douanières intraeuropéennes qui se constituent ne sont de véritables solutions, au lieu de saluer ces initiatives comme des avancées très importantes – et surtout concrètes – vers l'objectif commun. La devise plusieurs fois exprimée «la politique d'abord» devait être peu suivie, ce qui explique jusqu'à un certain point une remarque dédaigneuse de l'ambassadeur américain à Rome.

Les efforts des «réalistes» de la Commission politique, qui ont plaidé en faveur d'une coordination plus étroite des associations européennes existantes, étaient d'autant plus importants. Ces associations – elles sont déjà plusieurs – se sont toutes retrouvées à La Haye au printemps dernier, sans que cette rencontre débouche sur une véritable collaboration. L'«Union parlementaire» de Coudenhove a même pris ses distances après la rencontre. À Rome aussi, on a senti le danger du fédéralisme, qui est le revers de sa force: la méfiance envers toute union qui pourrait dégénérer en entité centraliste. Cependant, le Congrès de Rome de l'«Union des Fédéralistes européens» a justement montré à quel point une collaboration étroite avec les

autres mouvements (il en existe déjà cinq) était nécessaire, non seulement pour être plus forts ensemble, mais aussi pour des raisons de lucidité politique. On peut difficilement douter que le «United Europe Movement» inspiré par Churchill offre une bonne garantie sur ce point. Toutefois, de vives réticences ont été exprimées du côté italien contre une collaboration avec lui et ont abouti à des altercations véhémentes qui ont accaparé un temps précieux.

Si il y a en Italie un sentiment partagé par tous les partis, y compris par les néofascistes, c'est l'aspiration à la paix et un dégoût profond de la guerre. On a peine à croire que les idées de l'héroïque et de l'impérial aient pu être monnaie courante dans ce pays pendant deux décennies alors qu'elles étaient tout aussi fausses que l'inscription poussiéreuse sur le mur d'une des salles de réunion, qui célébrait le mythe de Vittorio Veneto. À cela s'ajoute un sentiment antianglais aisément perceptible dans l'opinion publique italienne et qui, depuis la guerre d'Abysinie, s'appuie sur toutes sortes de raisons. Par conséquent, une nervosité sensible a gagné les représentants italiens quand l'ombre de Churchill s'est mise à planer sur l'assemblée. L'ancien ambassadeur italien à Londres Carandini est allé jusqu'à interpréter les efforts paneuropéens anglais comme une tentative de procurer à l'impérialisme anglais une couverture à l'Est. Pourtant, même les Italiens n'ont pas pu nier qu'une Europe unie ne pourrait pas exister sans l'Angleterre. Tous étaient toutefois convaincus que l'Angleterre, en raison de ses deux visages en Europe et dans l'Empire, devrait avoir une position particulière – qui ne serait bien sûr pas hégémonique – dans une fédération européenne.

Des représentants allemands, et en particulier Eugen Kogon, ont cherché avec opiniâtreté à concilier les points de vue et à faire en sorte que l'objectif d'une meilleure coordination de tous les mouvements pour l'Europe ne soit pas perdu de vue. On saura s'ils y sont parvenus les premiers mois de l'année prochaine, au cours desquels des membres de tous les parlements nationaux et des principales associations devraient se rassembler en un Parlement européen. Pour le reste, la délégation allemande a conservé toute la réserve qui convenait, d'autant plus qu'elle avait reçu un accueil particulièrement aimable. La nécessité d'admettre l'Allemagne comme un partenaire égal en droits dans une Europe unie a fait l'unanimité et a été mentionnée plus d'une fois et de manière chaleureuse. Quand, vers la fin du congrès, le ministre italien des Affaires étrangères, le comte Sforza, a pris la parole dans le style jovial qu'on lui connaît – un mélange de scepticisme et de bonhomie –, il a abouti au point qui, selon lui, est décisif dans le conflit Est-Ouest: l'Allemagne, à laquelle il faut rendre son indépendance dans une communauté européenne si on souhaite vraiment la paix. Et, lors d'une réunion au théâtre Eliseo, le dirigeant syndical français Jouhau a déclaré qu'une fédération européenne ne pourrait pas voir le jour sans une Allemagne libre et démocratique.

L'intérêt particulier, voire appuyé, que le pape a porté aux Allemands lorsqu'il a reçu les participants au congrès à Castel Gandolfo était également révélateur à cet égard. Dans son allocution, il a fait deux allusions qui n'en étaient pas vraiment et qui ont dû être comprises par les intéressés: il s'est élevé contre l'abus d'une prépondérance politique pour réprimer la libre concurrence économique entre les peuples et contre l'asservissement de nations par leur propre histoire glorieuse qui les empêche d'avoir une juste vision du présent et de penser à l'avenir. Ces deux réalités compliqueraient la formation d'une Europe unie, bien qu'il soit pourtant grand temps de la créer. Cette tâche ne pourrait être accomplie ni par les anciennes élites qui n'existent plus ou qui ont perdu leur poids, ni par les masses populaires, mais uniquement par tous les individus qui voient et soutiennent dans les dix commandements et dans les droits naturels de tout être humain la condition sine qua non d'un ordre véritable.

Le congrès lui-même a montré qu'une Europe unie ne pouvait pas voir le jour si ce fondement religieux-moral n'était pas reconnu. Sans lui, la haine et la méfiance seront plus fortes que toute perception de la nécessité brûlante d'une fédération européenne. Ce n'est donc pas un hasard si le congrès s'est clôturé devant la silhouette blanche du pape, qui a été pendant des siècles un symbole de l'unité européenne.